



Conseil de sécurité

Distr. générale
15 octobre 2019
Français
Original : anglais

Application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014), 2258 (2015), 2332 (2016), 2393 (2017), 2401 (2018) et 2449 (2018) du Conseil de sécurité

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport est le soixante-troisième soumis en application du paragraphe 17 de la résolution 2139 (2014), du paragraphe 10 de la résolution 2165 (2014), du paragraphe 5 de la résolution 2191 (2014), du paragraphe 5 de la résolution 2258 (2015), du paragraphe 5 de la résolution 2332 (2016), du paragraphe 6 de la résolution 2393 (2017), du paragraphe 12 de la résolution 2401 (2018) et du paragraphe 6 de la résolution 2449 (2018), dans lesquels le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de lui soumettre au moins tous les 60 jours un rapport sur l'application de ces résolutions par toutes les parties au conflit en République arabe syrienne.

2. Les informations qui figurent dans le présent rapport reposent sur les données dont disposent les entités des Nations Unies et sur les renseignements obtenus auprès du Gouvernement syrien ou d'autres sources. Les informations communiquées par les entités des Nations Unies sur l'acheminement de l'aide humanitaire portent sur les mois d'août et septembre 2019.

II. Principaux faits nouveaux

Points essentiels : août et septembre 2019

1. En dépit des cessez-le-feu à Edleb annoncés par la Fédération de Russie et le Gouvernement syrien les 2 et 30 août respectivement, des victimes civiles, dont des décès confirmés, ont continué d'être signalées au cours de la période à l'examen. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), des frappes aériennes et d'autres hostilités ayant eu lieu entre le 1^{er} août et le 22 septembre ont tué 209 civils. Après l'annonce du cessez-le-feu du 30 août, le nombre de frappes aériennes a considérablement diminué, mais des tirs nourris échangés lors de frappes terrestres ont continué d'être rapportés. Le HCDH a indiqué que plus de 1 000 civils au total ont été tués depuis la fin du mois d'avril.



En outre, plus de 400 000 personnes ont été déplacées et des dommages importants ont été causés aux infrastructures civiles.

2. Les services de santé et d'éducation ont continué d'être touchés par les hostilités au cours de la période à l'examen : l'Organisation mondiale de la Santé a confirmé 13 attaques ayant causé des dégâts à des établissements et biens sanitaires, tandis que les entités des Nations Unies ont attesté que des écoles avaient été touchées à la suite de 11 attaques. Les attaques, qui ont pour beaucoup eu lieu dans le nord-ouest du pays, ont fait des morts et des blessés parmi les femmes, les enfants, les personnes ayant besoin de soins médicaux et les humanitaires.

3. La situation est toujours extrêmement difficile à Roukban, à la frontière entre la Syrie et la Jordanie. Selon les conclusions d'une mission d'évaluation interinstitutions publiées en août, l'insécurité alimentaire a atteint des niveaux critiques : la majeure partie de la population indique qu'elle doit compter sur des mécanismes d'adaptation néfastes pour répondre à ses besoins. Du 5 au 11 septembre, les entités des Nations Unies et le Croissant-Rouge arabe syrien ont mené une mission conjointe à Roukban afin d'apporter une aide urgente, dont la livraison de rations alimentaires et de produits nutritionnels pour un mois, à 15 000 personnes au maximum. Du 26 au 29 septembre, les équipes des Nations Unies et du Croissant-Rouge arabe syrien ont apporté une aide supplémentaire et ont aussi prêté leur concours à 329 personnes qui souhaitaient quitter Roukban. Depuis la fin du mois de mars, plus de 18 000 personnes ont quitté ce camp ; toutefois, des milliers de personnes sont toujours dans la région et ont besoin d'une aide continue jusqu'à ce que des solutions durables puissent leur être proposées.

4. Dans le nord-est du pays, le camp de Hol (province de Hassaké) accueille désormais 68 600 personnes, dont 94 % de femmes et d'enfants. L'accès humanitaire à l'annexe dans laquelle sont hébergés des nationaux non syriens et non irakiens pour la prestation durable de services est resté limité. Les tensions demeurent vives dans le camp : chaque semaine on a signalé des problèmes de sécurité, qui trouvaient parfois leurs racines dans des questions d'idéologie, et le 30 septembre, un de ces faits a entraîné la mort d'une résidente du camp et sept autres femmes ont été blessées.

5. L'aide humanitaire fournie par les entités des Nations Unies comprenait des vivres pour 4,1 millions de personnes dans le besoin en moyenne chaque mois et plus de 620 000 traitements et soins médicaux à la population dans l'ensemble du pays. L'aide transfrontière, autorisée en application des résolutions [2165 \(2014\)](#), [2191 \(2014\)](#), [2258 \(2015\)](#), [2393 \(2017\)](#) et [2449 \(2018\)](#), est restée un volet essentiel de l'action humanitaire. Une aide alimentaire générale a été livrée à plus d'un million de personnes (moyenne mensuelle) par 1 388 camions répartis en 41 convois.

6. Les interventions menées depuis la République arabe syrienne se sont poursuivies à grande échelle pour répondre aux besoins recensés dans une grande partie du pays, même si l'accès est resté limité dans certaines zones et pour certains intervenants humanitaires, dont les entités des Nations Unies. Au cours de la période à l'examen, les entités des Nations Unies et leurs partenaires ont mené 1 119 missions dans tout le pays et ont aussi pu accéder à de nouvelles zones telles que Palmyre et certaines parties du sud de la province d'Idlib qui sont récemment passées en

d'autres mains (sous-district de Sinjar), bien que cet accès ne soit pas encore durable.

7. Au cours de la période considérée, certaines difficultés d'accès ont été signalées dans des parties de la province d'Idlib, au nord de la province de Hama et au sud-est de la province d'Alep, principalement en raison de l'intensification des hostilités, bien que certaines interventions soient en cours dans ces zones. L'accès était également limité dans la ville de Raqqah et à l'est de l'Euphrate à Deir el-Zor, notamment dans l'enclave de Hajin, essentiellement du fait des risques associés à la dissémination d'engins explosifs. Certaines régions du sud du pays n'étaient pas non plus accessibles durablement à certains intervenants humanitaires, dont les entités des Nations Unies, en raison de restrictions administratives et, dans une partie des cas, de problèmes de sécurité. Les entités des Nations Unies n'ont pas été en mesure d'accéder aux abris collectifs de Homs destinés aux personnes ayant quitté Roukban, ni d'évaluer ou de surveiller la situation dans les zones servant de deuxième destination à ces personnes, notamment dans les provinces de Homs et de Rif-Damas.

Mise à jour humanitaire

3. Malgré les cessez-le-feu annoncés par la Fédération de Russie et le Gouvernement syrien à Idlib les 2 et 30 août respectivement, des victimes civiles ont encore été recensées au cours de la période à l'examen. Selon le HCDH, des frappes aériennes et d'autres hostilités ayant eu lieu entre le 1^{er} août et le 22 septembre ont tué 209 civils. Après l'annonce du cessez-le-feu du 30 août, les frappes aériennes ont considérablement diminué, mais des tirs nourris échangés lors de frappes terrestres ont continué d'être rapportés. Au total, le HCDH a fait état de plus de 1 000 civils tués depuis l'intensification des hostilités fin avril. En outre, plus de 400 000 personnes ont été déplacées, et des dommages importants ont été causés aux infrastructures civiles. Une frappe aérienne contre ce qui a été décrit comme une installation du « commandement d'Al-Qaïda en Syrie » au nord de la ville d'Idlib a été rapportée par les forces de la coalition internationale contre l'EIIL le 31 août ; elle aurait fait des victimes civiles.

4. L'écrasante majorité des personnes déplacées dans le nord-ouest à la suite des hostilités se seraient rendues dans les régions très peuplées proches de la frontière turque, au nord de la province d'Idlib, où l'aide humanitaire n'a déjà plus les moyens de répondre aux besoins. Les camps de déplacés sont surpeuplés et de nombreuses personnes sont contraintes de rester en plein air. Les organismes humanitaires continuent d'intervenir mais après des mois de besoins plus importants que jamais, les stocks diminuent et les manques ainsi créés doivent encore être comblés. Le besoin le plus pressant concerne les abris. De plus, l'hiver arrive à grands pas et les personnes ont besoin de vêtements chauds, de couvertures et d'autres articles de saison pour supporter la baisse des températures. L'année scolaire 2019-2020 a commencé en septembre et nombre d'enfants en âge d'aller à l'école sont privés de possibilités d'éducation en raison de leur récente arrivée dans des régions déjà très peuplées, des graves dommages subis par les infrastructures civiles, dont les écoles, de l'utilisation des écoles pour loger les populations déplacées et du manque de matériel scolaire.

5. La situation demeure extrêmement difficile à Roukban, à la frontière entre la Syrie et la Jordanie. Depuis la fin du mois de mars, plus de 18 000 personnes ont quitté Roukban, mais des milliers de personnes sont toujours dans la région et ont besoin d'une aide continue jusqu'à ce que des solutions durables puissent leur être proposées. Selon les conclusions d'une mission d'évaluation interinstitutions

publiées en août, l'insécurité alimentaire a atteint des niveaux critiques : la majeure partie de la population indique qu'elle doit compter sur des mécanismes d'adaptation néfastes pour répondre à ses besoins. Au cours de la période à l'examen, des entités des Nations Unies et le Croissant-Rouge arabe syrien ont mené deux missions conjointes à Roukban afin d'aider la population. La première a eu lieu du 5 au 11 septembre et visait à apporter des vivres et des produits nutritionnels à 15 000 personnes. La seconde s'est déroulée du 26 au 29 septembre : des équipes des Nations Unies et du Croissant-Rouge arabe syrien ont aidé 329 personnes qui en avaient exprimé le souhait à quitter Roukban. Par ailleurs, plus de 1 000 personnes que le convoi de la première mission n'avait pu atteindre ont reçu des vivres et des produits nutritionnels ; plus de 110 consultations médicales ont été menées ainsi que 850 consultations relatives à la protection et au droit.

6. Le camp de Hol, dans la province de Hassaké au nord-est du pays, accueille actuellement près de 68 600 personnes, dont 94 % de femmes et d'enfants. Environ 67 % des résidents du camp ont moins de 18 ans, et 55 % moins de 12 ans. Au cours de la période considérée, plus de 300 Syriens déplacés ont quitté le camp pour revenir dans leur région d'origine dans les provinces de Raqqa et de Deïr el-Zor ; quelques nationaux de pays tiers sont également partis. Depuis le début du mois de juin, près de 2 640 résidents ont quitté le camp, dont 1 240 Syriens environ et 1 400 nationaux de pays tiers, femmes et enfants inclus. Au cours des derniers mois, plusieurs départs irréguliers de Syriens, qui ont quitté le camp sans en informer personne, ont aussi été enregistrés, ce qui a contribué à la diminution du nombre total de résidents. La situation humanitaire dans le camp s'est stabilisée par rapport aux mois précédents mais les besoins restent énormes et il n'y a, pour l'instant, pas de solution à long terme dans tous les secteurs. Les procédures relatives à l'orientation médicale demeurent complexes en dépit des activités menées pour changer la donne. Les tensions restent vives dans le camp, des problèmes de sécurité étant signalés chaque semaine dont certains fondés sur des questions d'idéologie. Le 30 septembre, un grave problème de sécurité a entraîné la mort d'une résidente du camp ; 7 autres femmes ont été blessées et au moins 50 femmes arrêtées. Les principales sources de préoccupation sont toujours la protection et la nécessité de mettre en place des solutions pérennes pour les résidents du camp.

7. On a continué de rapporter des tensions et des attaques dans le sud-ouest du pays. À Deraa, la situation de sécurité est restée instable, les tensions entre les forces du Gouvernement syrien et les populations locales ayant augmenté. Les services de sécurité du Gouvernement syrien auraient arrêté des personnes qui avaient eu des liens avec des groupes d'opposition armés, dont ceux qui avaient signé des « accords locaux » avec le Gouvernement. En réponse, des cellules composées d'anciens combattants de l'opposition auraient perpétré des attentats contre des cibles liées au Gouvernement syrien. Les retombées de l'insécurité sur la liberté de circulation de la population dans la région et sur les livraisons d'aide humanitaire ont fait naître des inquiétudes.

8. Fin septembre, le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ont publié un rapport conjoint sur les cultures et la sécurité alimentaire en République arabe syrienne, selon lequel des pluies propices et une amélioration de la sécurité entraînaient une meilleure récolte par rapport à 2018, malgré les incendies de champs qui ont touché un certain nombre d'agriculteurs. La production de blé a pratiquement doublé, mais la production totale représente toujours près de la moitié de la production avant le début du conflit. L'augmentation des prix des denrées alimentaires, qui est due en grande partie à la hausse des prix du carburant et à la dépréciation de la livre syrienne sur le marché informel, exerce une pression importante sur de nombreux Syriens, en particulier les plus vulnérables.

Évolution de la situation d'ensemble

9. Le 23 septembre, j'ai annoncé la conclusion de l'accord entre le Gouvernement de la République arabe syrienne et la Commission syrienne de négociation visant à la création d'une Commission constitutionnelle crédible, équilibrée et inclusive placée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies à Genève (voir [S/2019/775](#)). La signature de l'accord a été facilitée par mon Envoyé spécial pour la Syrie, en application de la résolution [2254 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité.

10. Le 7 août, la Turquie et les États-Unis d'Amérique auraient conclu un accord relatif à une « zone sûre » ou à un « mécanisme de sécurité » pour la région frontalière du nord de la République arabe syrienne. Au cours de la période à l'examen, les États-Unis et la Turquie ont aussi commencé à effectuer des patrouilles conjointes dans la région. Les Forces démocratiques syriennes auraient également transféré des positions existantes à des conseils militaires locaux. Le périmètre de la zone dite sûre, ainsi que sa longueur, sa largeur et l'ampleur de la démilitarisation, et les mesures administratives connexes restent flous.

Protection

11. La poursuite des hostilités et des violences contre les civils et les biens de caractère civil a continué d'avoir des répercussions graves et prolongées dans différentes régions du pays, particulièrement au nord-ouest. Sur les 209 civils tués par les hostilités au nord-ouest du pays que le HCDH a dénombrés entre le 1^{er} août et le 22 septembre, 116 étaient des hommes, 34 des femmes et 59 des enfants (45 garçons et 14 filles). Ces morts ont été causées par les frappes aériennes des forces gouvernementales et favorables au Gouvernement et par des tirs échangés entre les forces gouvernementales et leurs alliés et des groupes armés non étatiques lors de frappes terrestres, ainsi que par une frappe aérienne de la coalition internationale contre l'EIL. C'est toujours au nord-ouest du pays que l'on dénombre le plus grand nombre de victimes, malgré les cessez-le-feu unilatéraux.

12. Des civils ont continué d'être tués ou blessés en raison de l'augmentation de l'emploi sans discrimination d'engins explosifs improvisés, dont des véhicules piégés dans les zones peuplées contrôlées par plusieurs groupes d'opposition armés non étatiques dans le nord et l'est du pays. Compte étant tenu du caractère systématique des dommages causés aux civils, le HCDH indique que les parties au conflit semblent n'avoir pas respecté les grands principes du droit international humanitaire suivants : distinction entre civils et combattants, et entre biens de caractère civil et objectifs militaires ; pas d'attaque sans discrimination ; proportionnalité dans l'attaque ; précautions dans la conduite des opérations militaires. Des civils ont aussi été tués et blessés par des mines abandonnées et des restes explosifs de guerre, dont des engins non explosés.

13. Le HCDH a continué de recevoir des rapports indiquant que différentes forces de sécurité gouvernementales seraient à l'origine d'arrestations arbitraires et de disparitions forcées de civils, y compris de personnes rapatriées dans des régions contrôlées par le Gouvernement. Les proches des personnes concernées n'ont pas été informées de cette détention, du sort de ces personnes ni de leur localisation ou on a refusé de leur communiquer ces informations. Ces faits, qui semblent être des disparitions forcées, font naître des questions quant au respect des garanties et de tous les droits dont bénéficient les détenus en application du droit international.

14. Dans le nord de la République arabe syrienne, la situation pour les civils demeure tout aussi préoccupante. Des groupes d'opposition armés non étatiques et des groupes terroristes désignés comme tels par le Conseil de sécurité continuent d'employer l'intimidation et le harcèlement systématiques contre les civils, y compris

contre les personnes âgées, les médias et les prestataires de services de santé, par des assassinats ciblés, des enlèvements, la privation de liberté, des mauvais traitements, des disparitions forcées, des pillages et des confiscations de propriété. De nombreuses familles ignorent où se trouvent leurs proches détenus et ce qui leur est arrivé.

15. Les organisations humanitaires ont continué de signaler des opérations militaires ayant des conséquences pour les établissements scolaires. Durant la période considérée¹, les entités des Nations Unies ont confirmé un total de 11 attaques (8 dans la province d'Edleb, 2 dans la province de Hassaké et 1 dans la province d'Alep) :

a) Le 1^{er} août 2019, l'école Ahmed el-Allouch à Kfar Noubl (province d'Edleb) aurait été partiellement endommagée à la suite d'une frappe aérienne ;

b) Le 10 août, des frappes aériennes auraient causé des dégâts à l'école secondaire pour filles Abou el-Ala à Maarret el-Nouman (province d'Edleb) ;

c) Le 11 août, l'école primaire de Hass (province d'Edleb) aurait été partiellement endommagée lors de frappes aériennes et de bombardements terrestres ;

d) Le 16 août, à Hass (province d'Edleb), l'école primaire Wafa, un établissement de santé et les bâtiments avoisinants auraient été endommagés par une frappe aérienne ;

e) Le 16 août, des dégâts auraient été causés aux écoles Hussein el-Ali et Tareq Ben Ziad à Hich (province d'Edleb) ;

f) Le 17 août, l'école Amal à Hazzarin (province d'Edleb) aurait subi des dommages considérables ;

g) Le 19 août, une voiture piégée aurait explosé près du lycée professionnel de Qamichli (province de Hassaké) sans faire de victime ni de dégâts ;

h) Le 20 août, des groupes d'opposition armés non étatiques auraient occupé l'école Sinaa à Atareb (province d'Alep) ;

i) Le 21 août, des frappes aériennes auraient rendu l'école primaire Rifiyé à Bcheïriyé (province d'Edleb) inutilisable ;

j) Le 28 août, des groupes d'opposition armés non étatiques auraient occupé l'école Hidaj à Chaddadé (province de Hassaké) ;

k) Le 31 août 2019, une frappe aérienne aurait gravement endommagé l'école Halbé à Halbé (province d'Edleb).

16. Au cours de la période considérée, le Système de surveillance des attaques contre les établissements et le personnel de santé de l'Organisation mondiale de la Santé a recensé 13 attaques qui ont touché des établissements et biens sanitaires¹ ; elles auraient fait 11 morts parmi les travailleurs sanitaires et les patients et 10 blessés. Par ailleurs, les installations ont été endommagées. Sept établissements sanitaires du nord-ouest du pays ont été attaqués entre le 28 et le 30 août. Le nombre de consultations externes réalisées dans le nord-ouest du pays a diminué de plus de 20 % par rapport au premier trimestre de l'année, ce qui serait en partie dû à la volatilité de la situation de conflit.

17. Le 1^{er} août, j'ai annoncé ma décision de créer au Siège de l'ONU une commission d'enquête interne chargée de faire la lumière sur les faits qui se sont

¹ Ces attaques ont été confirmées au moyen de systèmes éprouvés, par lesquels l'ONU reçoit des rapports de partenaires présents sur le terrain et les compare aux informations obtenues d'au moins deux autres sources indépendantes. Seules les attaques qui ont fait l'objet d'une évaluation approfondie et ont été pleinement étayées par toutes les sources indépendantes figurent sur la liste des attaques confirmées. Ces systèmes, utilisés dans le monde entier, sont largement respectés.

produits dans le nord-ouest de la République arabe syrienne depuis que la Fédération de Russie et la Turquie ont signé, le 17 septembre 2018, le mémorandum sur la stabilisation de la situation dans la zone de désescalade d'Edleb. L'enquête portera sur les installations figurant sur la liste de déconfliction établie par l'ONU et d'autres installations bénéficiant du soutien de l'Organisation dans la région, qui ont été détruites ou endommagées. La Commission, dont la composition a été annoncée le 13 septembre, a commencé ses travaux le 30 septembre. Elle établira les circonstances entourant les faits concernés et me fera rapport une fois ses travaux achevés.

Intervention humanitaire

18. Les organismes humanitaires des Nations Unies et leurs partenaires sont venus en aide chaque mois à quelque 6,3 millions de personnes dans le besoin, parmi lesquelles des enfants, des adolescentes et des femmes en âge de procréer, dans toute la République arabe syrienne. Pendant la période considérée, les entités des Nations Unies ont apporté une aide humanitaire, et notamment des vivres, à 4 millions de personnes dans le besoin en août et à 4,3 millions de personnes en septembre. Plus d'1,3 million de traitements sanitaires et médicaux ont été fournis à des personnes dans tout le pays tout au long de la période à l'examen (voir tableau 1).

Tableau 1

Nombre moyen de personnes touchées chaque mois par les entités des Nations Unies et d'autres organisations, toutes modalités confondues, en République arabe syrienne, août et septembre 2019

<i>Organisation</i>	<i>Nombre moyen de personnes touchées par mois</i>
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	1 382 000
Fonds des Nations Unies pour la population	363 000
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	647 000
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	82 000
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	10 000
Organisation internationale pour les migrations	17 000
Organisation mondiale de la Santé	650 000
Programme alimentaire mondial	3 593 000
Programme des Nations Unies pour le développement	1 368 000
Service de la lutte antimines	5 000

19. Dans les zones contrôlées par le Gouvernement et dans le nord-est, l'aide humanitaire fournie par les entités des Nations Unies à partir du territoire syrien comprenait des vivres pour 2,67 millions de personnes par mois en moyenne. Au total, 723 000 personnes environ ont bénéficié de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène et reçu des fournitures tout au long de la période considérée. Près de 543 000 enfants et mères ont reçu des soins de santé primaires, maternels et de santé procréative et bénéficié de services de vaccination. En outre, quelque 308 000 personnes ont bénéficié de services de prévention de la violence fondée sur le genre, de protection et de prise en charge psychosociale et de services de protection de l'enfance. Dans le cadre des opérations effectuées par les entités des Nations Unies à partir de la République arabe syrienne, près de 776 000 millions de

traitements médicaux et de soins de santé ont été distribués aux populations dans tout le pays.

20. Dans le cadre de leur intervention humanitaire à l'échelle nationale, les entités des Nations Unies et leurs partenaires humanitaires ont continué de distribuer chaque mois une aide vitale à plus de 800 000 personnes dans les trois provinces du nord-est du pays, à savoir les provinces de Deïr el-Zor, Raqqa et Hassaké. Au camp de Hol, les entités des Nations Unies et leurs partenaires humanitaires poursuivent une opération de secours de grande ampleur, par laquelle 35 partenaires humanitaires fournissent plus de 50 activités et services aux résidents du camp, dans lequel des travaux sont toujours en cours pour améliorer le niveau général des conditions de vie. Les partenaires effectuent des livraisons quotidiennes d'eau ainsi que des livraisons mensuelles de rations alimentaires, de trousse d'hygiène et de kits dignité (20 000 par mois). Toutefois, les installations existantes, telles que les latrines et les réservoirs d'eau, doivent être constamment entretenues et améliorées, tandis que les tentes endommagées ou usées doivent être renouvelées. Les partenaires s'emploient actuellement à remplacer jusqu'à 3 000 tentes dans le camp et en ont déjà changé 1 177. Outre l'appui apporté au camp de Hol, tout est mis en œuvre pour fournir une aide régulière aux 120 000 personnes déplacées vivant dans 58 sites, camps et implantations sauvages dans le nord-est du pays, ainsi qu'aux populations accueillant un grand nombre de personnes déplacées.

21. Comme indiqué précédemment, les entités des Nations Unies et le Croissant-Rouge arabe syrien ont envoyé deux missions conjointes à Roukban afin d'aider la population. Lors de la première, du 5 au 11 septembre, elles ont apporté une aide humanitaire fort nécessaire à près de 15 000 Syriens déplacés. Des vivres ont été distribués à des civils à Roukban et des produits nutritionnels aux enfants. Le convoi était composé de 22 camions transportant des rations alimentaires et des sacs de 50 kilogrammes de blé ainsi que des biscuits à haute teneur énergétique. La seconde mission, organisée du 26 au 29 septembre, comprenait une livraison complémentaire à l'intention de ceux qui n'avaient pas reçu d'aide lors de la première mission. Elle a aussi aidé 329 personnes qui en avaient exprimé le souhait à quitter le camp.

22. Les partenaires humanitaires de l'action antimines ont continué d'exécuter des programmes dans tout le pays. En août, à Alep et Edleb, le Service de la lutte antimines a organisé des séances de sensibilisation au danger des mines à l'intention de 4 699 personnes. En outre, 114 personnes dans le besoin ont reçu une aide aux victimes (réadaptation physique, soutien psychosocial, formation professionnelle, aide à la prise en charge de sa propre santé, etc.). Des enquêtes sur les retombées de la contamination par les mines ont été menées dans 14 communautés. Dans la province de Rif-Damas, des équipes de sensibilisation ont continué d'organiser des séances d'information visant à encourager les populations les plus touchées par la pollution liée aux risques d'explosifs à adopter des comportements plus sûrs ; elles ont particulièrement ciblé les groupes très vulnérables tels que les bergers, les préposés au déblayage des décombres, les adolescents et les femmes.

23. Les livraisons transfrontières se sont poursuivies conformément aux résolutions [2165 \(2014\)](#), [2191 \(2014\)](#), [2258 \(2015\)](#), [2332 \(2016\)](#), [2393 \(2017\)](#) et [2449 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité (voir tableau 2). En application de ces résolutions, les entités des Nations Unies ont prévenu les autorités syriennes de chaque envoi, en précisant notamment quels étaient le contenu et la destination des cargaisons, ainsi que le nombre de bénéficiaires prévus. En août et en septembre, 1 388 camions répartis en 41 convois ont livré une aide alimentaire à l'intention de plus d'un million de personnes via de telles livraisons (voir figure I).

Figure I

Nombre de bénéficiaires d'une aide humanitaire de l'ONU et de ses partenaires acheminée par convois humanitaires transfrontières, par type d'aide, du 1^{er} août au 22 septembre 2019 (moyenne mensuelle)

(En milliers)

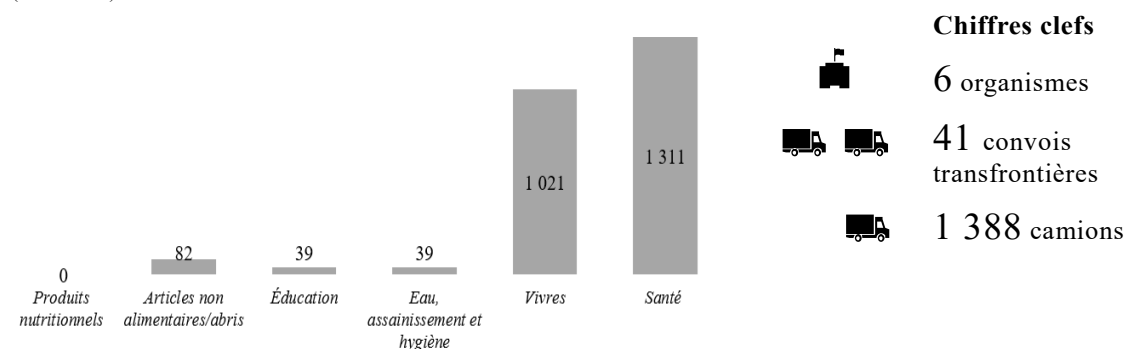


Tableau 2

Nombre de bénéficiaires d'une aide acheminée par convois transfrontières, par secteur et par district, août et septembre 2019 (moyenne mensuelle)

Province	District	Éducation	Vivres	Santé	Articles non alimentaires/abris	Produits nutritionnels	Eau, assainissement et hygiène
Alep	Afrin	—	32 338	116	—	—	—
Alep	Bab	—	—	80 000	—	—	—
Alep	Izaz	28 795	86 790	686 771	11 663	—	8 750
Alep	Jabal Semaan	—	—	97	—	—	—
Hama	Sqeïlibiyé	10 000	31 675	56 072	7 950	—	3 000
Edleb	Maarra	—	—	160 825	—	—	—
Edleb	Ariha	—	25 575	7 374	4 350	—	—
Edleb	Harem	—	—	8 342	—	—	—
Edleb	Edleb	—	845 415	290 837	56 250	—	24 300
Edleb	Jisr el-Choughour	—	—	20 644	1 800	—	3 182

24. Au nord-ouest de la République arabe syrienne, les humanitaires ont continué de fournir une aide alimentaire aux familles nouvellement déplacées, des services de santé en nombre toujours croissant dans les zones d'accueil et des services de protection d'urgence. En raison de l'accroissement des besoins humanitaires dans cette région, le Programme alimentaire mondial a fait passer le nombre de personnes recevant une aide transfrontières à 1,1 million de personnes et le nombre de calories dans les rations alimentaires à 2 100 kcal par personne et par jour. Cette aide a été acheminée exclusivement par les moyens transfrontières convenus. Des dizaines de milliers de personnes ont bénéficié d'autres services et d'une aide sous forme de scolarisation, d'articles non alimentaires, d'eau salubre, d'abris ainsi que de services d'urgence et de protection.

25. Les besoins humanitaires ont grandi dans le nord-ouest du pays mais les efforts considérables déployés par les entités des Nations Unies et leurs partenaires ont contribué à éviter une nouvelle aggravation de la crise humanitaire. Depuis le début de l'opération transfrontières du Mécanisme de surveillance de l'aide humanitaire en

République arabe syrienne, en 2014, le nombre de camions traversant la frontière dans ce cadre n'a jamais été aussi élevé qu'au cours des derniers mois. On a distribué plus de stocks d'urgence au cours des deux derniers mois que pendant les deux années écoulées. Par conséquent, les stocks d'urgence disponibles sur place pour répondre aux urgences sont en grande partie épuisés ; l'aide disponible devra être réduite si aucun financement supplémentaire n'est accordé. Les entités des Nations Unies et leurs partenaires organisant des convois transfrontières et depuis Damas ont mis en place des plans d'urgence en cas de nouvelle intensification des violences. L'appui des donateurs doit être mobilisé de toute urgence, sinon les partenaires ne pourront pas donner plus d'ampleur à leurs opérations et répondre aux besoins actuels et à venir.

26. Pendant la période considérée, la Fédération de Russie a adressé à l'Organisation des bulletins établis par le Centre pour la réconciliation des parties belligérantes et le contrôle des déplacements de réfugiés, dans lesquels étaient données des informations sur l'aide humanitaire bilatérale fournie. D'autres États Membres ont également continué d'apporter à la République arabe syrienne une aide bilatérale et d'autres formes d'assistance humanitaire.

27. Fin septembre, le plan d'aide humanitaire pour la Syrie était financé à 35 % : sur les 3,3 milliards de dollars demandés pour 2019, 1,15 milliard avait été versé². Ce plan prévoit une intervention visant à assister la population touchée dans la partie nord-ouest du pays. Néanmoins, le faible financement obtenu à ce jour a forcé les partenaires à prendre des décisions difficiles consistant à prioriser l'action de secours, afin de garantir une intervention humanitaire essentielle et salvatrice rapide pour les personnes les plus touchées. Beaucoup de partenaires humanitaires sont, par exemple, contraints de puiser dans des fonds précédemment affectés en prévision des besoins liés à la venue de l'hiver pour financer d'urgence une intervention permettant de sauver des vies parmi des personnes déplacées. En l'absence de fonds supplémentaires, il faudra s'attendre à de graves lacunes sur le plan de l'intervention humanitaire dans les mois à venir.

Accès humanitaire

28. Pour fournir une aide humanitaire, les entités des Nations Unies et tous leurs partenaires humanitaires doivent bénéficier d'un accès rapide, sûr, durable et sans entrave aux personnes qui sont dans le besoin dans toute la République arabe syrienne. Or les conditions d'accès dans le pays revêtent une certaine complexité, les divers secteurs n'étant pas desservis de la même manière et les services étant régis par des modalités opérationnelles variées. L'accès est essentiel pour mener une action humanitaire fondée sur des principes, elle-même tributaire d'une capacité d'évaluer les besoins, de fournir une aide, d'en assurer le suivi et d'en étudier les effets de manière indépendante, notamment en dialoguant directement avec les personnes touchées.

29. Durant la période considérée, les entités des Nations Unies ont continué d'acheminer de l'aide à partir de la République arabe syrienne à des millions de personnes démunies en des milliers de points du territoire. Plus de 1 700 membres du personnel des Nations Unies sont présents en République arabe syrienne et plus de 500 sont postés dans neuf centres situés hors de Damas (Alep, Deraa, Deir el-Zor, Hama, Homs, Lattaquié, Qamichli, Soueïda et Tartous). En outre, 3 860 membres du personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) sont déployés dans le pays. La présence

² Voir le suivi du plan d'aide humanitaire pour la Syrie effectué par le Service de surveillance financière, consultable à l'adresse <https://fts.unocha.org/appeals/663/summary> (en anglais uniquement).

décentralisée du personnel des Nations Unies contribue à le rendre plus accessible et plus proche des populations touchées.

30. Une grande partie de l'aide est distribuée par les partenaires nationaux, en particulier les organisations non gouvernementales nationales et le Croissant-Rouge arabe syrien, que les entités des Nations Unies escortent régulièrement, y compris pour dresser un bilan, accompagner les livraisons et assurer un suivi grâce à des missions de surveillance et d'évaluation. En août et septembre, les entités des Nations Unies ont effectué des centaines de missions dans tout le pays (voir tableau 3). Certaines d'entre elles, en particulier celles concernant les membres du personnel basé à Damas, ont nécessité l'autorisation officielle du Ministère des affaires étrangères (voir tableau 4), alors que la grande majorité d'entre elles, notamment celles impliquant le personnel sur le terrain, ont été menées conformément aux accords conclus au niveau local avec les gouverneurs et autres parties concernées.

Tableau 3

Nombre total de missions effectuées depuis l'intérieur de la République arabe syrienne par des entités des Nations Unies et des tiers/facilitateurs, par type : août et septembre 2019

Type de mission	Note verbale	Autorisation générale	Autorisation de la province	Nombre total
Missions d'évaluation	19	19	16	54
Missions escortant les convois d'aide	13	293	3	309
Missions de surveillance	38	585	33	656
Missions de sécurité et d'appui logistique et administratif	26	74	0	100
Total	96	971	52	1 119

Figure II

Nombre total de missions effectuées depuis l'intérieur de la République arabe syrienne par les entités des Nations Unies, par province : août et septembre 2019

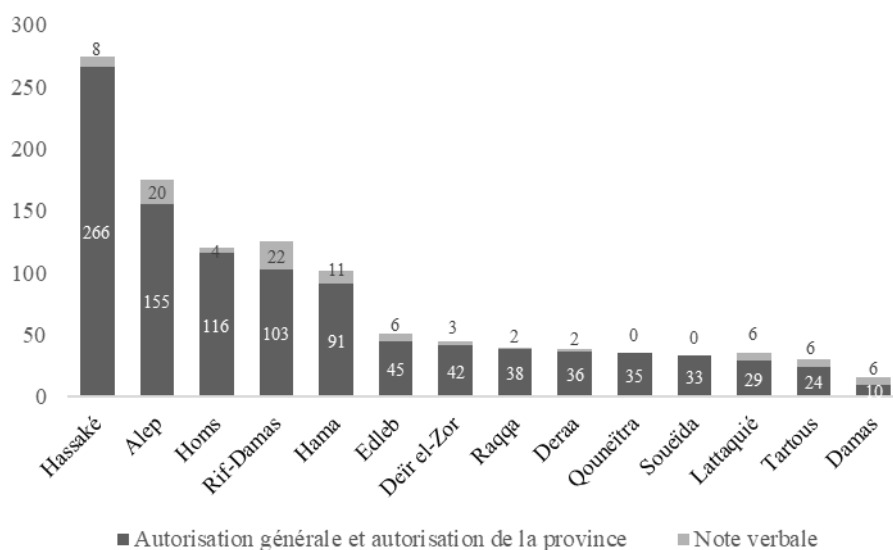


Tableau 4
Demandes d'accès des entités des Nations Unies dans le cadre de missions effectuées par une seule entité : août et septembre 2019

<i>Type de demande</i>	<i>Nombre de demandes</i>	<i>Nombre d'autorisations</i>	<i>Pourcentage approuvé</i>
Missions d'évaluation	123	32	26
Missions escortant les convois d'aide	49	15	31
Missions de surveillance	156	50	32
Missions de sécurité et d'appui logistique et administratif	70	29	41
Total	398	126	32

31. Pendant la période considérée, les entités des Nations Unies et leurs partenaires ont été autorisés par les autorités syriennes à mener 1 119 missions, dont 1 023 qui ont été approuvées au niveau local (autorisation générale ou approbation au niveau de la province concernée) et 96 à l'échelon national (autorisation officielle). L'Organisation et ses partenaires ont également pu accéder à de nouvelles zones telles que Palmyre et certaines parties du sud de la province d'Idlib qui sont récemment passés en d'autres mains (sous-district de Sinjar), bien que cet accès ne soit pas encore durable.

32. Les interventions menées depuis la République arabe syrienne se sont poursuivies à grande échelle pour répondre aux besoins recensés dans une grande partie du pays, même si l'accès est resté limité dans certaines zones et pour certains intervenants humanitaires, dont les entités des Nations Unies. La capacité d'effectuer des évaluations structurées des besoins dans l'ensemble du pays est demeurée limitée. Sur les 398 demandes d'autorisation de mission présentées en vue de leur approbation officielle à l'échelon national par le Ministère des affaires étrangères, 126 ont été approuvées (soit 32 %). Certaines demandes ayant été faites les derniers jours de la période considérée, elles ne devraient pas recevoir de réponse officielle avant la fin du mois ; ces chiffres indiquent néanmoins que l'accès des acteurs humanitaires est limité.

33. Au cours de la période considérée, certaines difficultés d'accès ont été signalées dans certaines parties des provinces d'Idlib, du nord de Hama et du sud-est d'Alep, principalement en raison de l'intensification des hostilités, bien que certaines interventions soient en cours dans ces zones. L'accès était également limité dans la ville de Raqqa et à l'est de l'Euphrate, à Deir el-Zor, notamment dans l'enclave de Hajin, essentiellement du fait des risques associés à la dissémination d'engins explosifs. De même, certaines régions du sud du pays n'étaient pas accessibles durablement à certains acteurs humanitaires, dont les entités des Nations Unies, en raison de restrictions administratives et, dans une partie des cas, de l'insécurité qui y régnait. Les entités des Nations Unies n'ont pas été en mesure d'accéder aux abris collectifs de Homs destinés aux personnes provenant de Roukban, ni d'évaluer ou de surveiller la situation dans les zones servant de deuxième destination à ces personnes, notamment dans les provinces de Homs et de Rif-Damas.

34. Le Mécanisme de surveillance de l'aide humanitaire en République arabe syrienne a poursuivi ses opérations conformément aux résolutions [2165 \(2014\)](#), [2191 \(2014\)](#), [2258 \(2015\)](#), [2332 \(2016\)](#), [2393 \(2017\)](#) et [2449 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité. Pendant la période considérée, il a suivi la livraison de 41 chargements par six organismes des Nations Unies (soit 1 388 camions), depuis trois postes frontière : 20 en provenance de Bab el-Haoua (1 185 camions) ; 19 de Bab el-Salam (195 camions) ; 2 de Yaaroubiyé (8 camions). Cela porte à 28 383 le nombre total de

cargaisons de camion depuis le début des opérations transfrontières (20 422 à partir de Bab el-Haoua, 3 264 à partir de Bab el-Salam, 4 595 à partir de Ramta et 102 à partir de Yaaroubiyé). Le caractère humanitaire des chargements n'a pas suscité d'inquiétudes ni soulevé de questions. Les entités des Nations Unies ont informé le Gouvernement syrien de chaque envoi 48 heures à l'avance. Le Mécanisme a continué de tirer profit de sa coopération avec les Gouvernements iraquien, jordanien et turc, qui a été excellente.

35. Les interventions menées depuis la Turquie ont continué bon train pour répondre aux besoins existants, ainsi qu'aux nouveaux besoins résultant de l'escalade du conflit observée récemment. L'intensité des hostilités a continué de compromettre l'accès aux zones situées sur la ligne de front. En général, l'accès humanitaire n'a pas été entravé dans les zones de la province Edleb non touchées par les hostilités, abstraction faite d'incidents isolés et de certains obstacles administratifs. Dans le nord de la province Alep, il subsiste des problèmes d'accès, principalement des obstacles administratifs.

Visas et enregistrements

36. Les entités des Nations Unies continuent de coopérer avec le Gouvernement syrien pour que leur personnel obtienne les visas nécessaires en temps opportun (voir tableau 5).

Tableau 5

Demandes de visas présentées par les entités des Nations Unies (du 1^{er} août au 22 septembre 2019)

Type de demande	Nombre	Nombre de demandes approuvées	Nombre de demandes rejetées	Nombre de demandes en instance
Demandes de visas présentées pendant la période considérée	126	50	17	58
Demandes de renouvellement présentées pendant la période considérée	154	116	—	38
Demandes de visas en instance présentées avant la période considérée	114	48	18	38
Demandes de renouvellements en instance présentées avant la période considérée	43	40	—	3

Note : L'ONU a retiré une demande de visa soumise pendant la période considérée et 10 demandes en instance présentées avant la période considérée.

37. En tout, 28 organisations non gouvernementales internationales sont habilitées par les autorités nationales à exercer des activités dans le pays.

Sûreté et sécurité du personnel humanitaire et des locaux

38. Les entités des Nations Unies et les organisations non gouvernementales ont continué d'exécuter leurs programmes dans des zones où se produisent des affrontements fréquents entre les parties au conflit, des frappes aériennes, des échanges réguliers de tirs indirects et d'autres attaques. Le personnel humanitaire intervient également dans des secteurs qui sont fortement contaminés par des munitions non explosées, des restes explosifs de guerre et des mines terrestres.

39. Depuis le début du conflit, des centaines d'agents humanitaires auraient été tués, dont 23 membres du personnel de l'ONU ou d'entités des Nations Unies (y compris

18 membres de l'UNRWA), 66 membres du personnel ou volontaires du Croissant-Rouge arabe syrien et 8 membres du personnel ou volontaires de la Société du Croissant-Rouge palestinien. De nombreux membres du personnel d'organisations non gouvernementales internationales ou nationales ont également été tués.

40. Au total, 27 fonctionnaires d'organismes ou programmes des Nations Unies (tous de l'UNRWA) étaient détenus ou portés disparus à la fin de la période considérée.

III. Observations

41. La situation en République arabe syrienne demeure l'une des pires crises humanitaires de notre époque. Les hostilités continuent de susciter de vives préoccupations et risquent toujours de déstabiliser encore davantage le pays et la région. En particulier, dans le nord-ouest de la République arabe syrienne, plus d'un millier de civils ont perdu la vie depuis l'escalade des hostilités à la fin avril. Depuis, 400 000 personnes supplémentaires ont fui leur domicile dans la zone dite de désescalade en direction de la frontière turque.

42. Je condamne fermement les attaques qui continuent de toucher des civils et des infrastructures civiles dans le cadre des hostilités qui sont en cours dans le nord-ouest du pays. Une fois de plus, je rappelle à toutes les parties au conflit que le droit international humanitaire leur impose de protéger les civils et les biens de caractère civil et de veiller constamment à les épargner dans le cadre de leurs opérations militaires. Toutes les parties doivent mettre fin à toute attaque indiscriminée menée au moyen de frappes aériennes, de bombardements ou d'engins explosifs improvisés.

43. Je demande de nouveau que soit respecté le mémorandum sur la stabilisation de la situation dans la zone de désescalade d'Edleb signé par la Fédération de Russie et la Turquie en septembre 2018. Cela est essentiel non seulement pour protéger la population civile, mais aussi pour que le processus politique naissant ait autant de chances que possible d'aboutir. Toute opération militaire, y compris celles qui sont menées par des groupes terroristes désignés comme tels par le Conseil de sécurité ou contre ces groupes, doivent être conformes aux règles du droit international humanitaire, notamment en matière de protection des civils et des biens de caractère civil.

44. Malgré les très grandes difficultés posées par les hostilités et par la présence considérable du groupe Hay'at Tahrir el-Cham, qui figure sur la liste des groupes terroristes de Conseil de sécurité, les partenaires humanitaires continuent d'endiguer la catastrophe humanitaire dans le nord-ouest en menant une opération transfrontalière de très grande ampleur, qui permet d'apporter une assistance conforme aux principes de l'aide humanitaire aux 2,1 millions de personnes qui sont dans le besoin dans cette zone. Sans cette opération, nous assisterions à une multiplication du nombre de décès et de cas de maladie et à l'aggravation des souffrances infligées à la population, qu'aucun autre moyen ne permettrait d'aider à cette échelle et de manière aussi rapide et directe. Pour que l'opération puisse se poursuivre, il est indispensable que le Conseil de sécurité proroge les dispositions de sa résolution [2165 \(2014\)](#) d'une année supplémentaire.

45. Je rappelle qu'une aide sans précédent a été promise à Bruxelles, plus tôt en 2019, pour soutenir la République arabe syrienne et la région. Toutefois, je note avec préoccupation que peu de fonds ont été reçus jusqu'ici, en 2019, au titre du plan d'aide humanitaire, qui n'était financé, à la fin du mois de septembre, qu'à hauteur de 35 %. Des fonds sont nécessaires d'urgence, et je demande à tous les États Membres, en

particulier ceux qui n'ont pas encore versé les contributions annoncées à Bruxelles, d'honorer leurs engagements et d'apporter l'appui nécessaire au peuple syrien.

46. J'exhorte toutes les parties concernées à apporter leur concours à la Commission d'enquête dans le cadre de son enquête sur les faits qui se sont produits dans le nord-ouest de la République arabe syrienne après que la Fédération de Russie et la République de Turquie ont conclu, le 17 septembre 2018, le mémorandum sur la stabilisation de la situation dans la zone de désescalade d'Edleb.

47. Je suis avec une vive préoccupation l'évolution récente de la situation dans le nord-est de la République arabe syrienne, s'agissant en particulier des informations selon lesquelles des opérations militaires auraient fait des victimes civiles et déplacé des civils. Je demande à toutes les parties de faire preuve de la plus grande retenue et je souligne que toute opération militaire doit pleinement respecter le droit international. Il faut protéger les civils et les infrastructures civiles à tout moment et garantir l'accès sûr, durable et sans entrave de l'aide humanitaire aux civils dans le besoin, pour que les entités des Nations Unies et ses partenaires humanitaires puissent poursuivre leurs activités cruciales dans le nord du pays.

48. L'impunité dont jouissent encore les parties pour leurs graves violations présumées des droits de l'homme et du droit international humanitaire reste extrêmement préoccupante. Il faut faire répondre de leurs actes les auteurs de violations graves du droit international humanitaire. Je demande à toutes les parties au conflit, en particulier au Gouvernement syrien, ainsi qu'à tous les États, à la société civile et aux entités des Nations Unies, de coopérer pleinement avec le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, notamment en communiquant les informations et les documents voulus. Prendre des mesures face aux violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire est à la fois obligatoire, du point de vue du droit, et indispensable à l'instauration d'une paix durable en République arabe syrienne. Je demande de nouveau que la Cour pénale internationale soit saisie de la situation dans le pays.

49. Au vu des préoccupations graves qui ont été exprimées à maintes reprises au sujet du respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire en République arabe syrienne, j'exhorte de nouveau le Gouvernement syrien à coopérer avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément aux résolutions [S-18/1](#) et [19/22](#) du Conseil des droits de l'homme, notamment en mettant en place une présence sur le terrain qui aurait pour mission de protéger et de promouvoir les droits de l'homme.

50. Le 23 septembre, j'ai annoncé que le Gouvernement de la République arabe syrienne et la Commission syrienne de négociation avaient convenu de créer une commission constitutionnelle crédible, équilibrée et inclusive qui serait placée sous les auspices de l'Office des Nations Unies à Genève. Je suis fermement convaincu que la création de la Commission constitutionnelle, qui sera placée sous la direction et la responsabilité de la Syrie, peut et doit marquer le début du processus qui permettra de mettre fin à la tragédie et de parvenir à une solution qui soit conforme à la résolution [2254 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité, qui réponde aux aspirations légitimes de tous les Syriens et qui soit fondée sur un engagement ferme en faveur de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale du pays. La création de la Commission constitutionnelle doit s'accompagner de mesures réelles et concrètes concernant la question des détenus et des personnes enlevées ou disparues, ainsi que de mesures garantissant un accès humanitaire amélioré et sans entrave à tous les Syriens dans le besoin. Seule une solution politique inclusive peut conduire à une paix durable et mettre fin à l'une des pires crises humanitaires de notre époque.

Annexe

Attaques contre des civils enregistrées par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme : août et septembre 2019*

Province d'Edleb

- Le 1^{er} août, une civile a été tuée et l'école Ahmed el-Allouch a été endommagée, apparemment par une frappe aérienne qui a touché la localité de Kfar Noubl, dans le sud de la campagne d'Edleb.
- Le 11 août, un garçon a été tué, apparemment par des frappes aériennes et terrestres menées dans la localité de Hass, dans le sud de la campagne d'Edleb, et qui y ont endommagé l'école.
- Le 12 août, les parents d'un militant de la localité de Kfar Noubl, à Edleb, ont reçu par des voies non officielles des informations selon lesquelles leur fils serait mort pendant qu'il était détenu par le groupe Hay'at Tahrir el-Cham, qui l'avait saisi à son domicile, dans la ville de Kfar Noubl, le 26 décembre 2017, apparemment pour avoir critiqué ce groupe. Ignorant jusqu'alors le sort et le lieu de détention de leur fils, les parents n'ont pas été informés de la cause du décès, et le corps ne leur a pas été rendu.
- Le 13 août, trois civils, dont une femme, ont été tués, apparemment par une frappe aérienne qui a touché la ville de Khan Cheïkhoun, dans le sud de la campagne d'Edleb.
- Le 13 août, trois garçons ont été tués, apparemment par une frappe aérienne qui a touché la localité de Salhiyé, dans le sud de la campagne d'Edleb.
- Le 14 août, trois civils ont été tués, apparemment par une double frappe aérienne menée dans le village de Bassiqa, à Maarret Hormé, dans le sud de la province d'Edleb. La première frappe, qui a touché un centre ambulancier, a tué deux auxiliaires sanitaires (un chauffeur d'ambulance et une infirmière) et complètement détruit le centre et le véhicule ambulancier. Peu après, une deuxième frappe a tué un secouriste qui se précipitait sur les lieux pour secourir les blessés.
- Le 14 août, quatre civils, dont deux femmes, ont été tués, apparemment par une frappe aérienne menée dans la ville de Maarret el-Nouman, dans le sud de la campagne d'Edleb.
- Le 16 août, une civile a été tuée et les écoles Hussein el-Ali et Tareq ben Ziad ont été endommagées, apparemment par une frappe aérienne menée dans la ville de Hich, dans le sud de la campagne d'Edleb.
- Le 16 août, une fille a été tuée et 20 autres civils, dont 4 femmes, ont été blessés, apparemment par une frappe aérienne menée dans la ville d'Ariha, dans le sud de la province d'Edleb.
- Le 16 août, au moins neuf civils, dont deux femmes et trois filles, ont été tués, apparemment par une frappe aérienne sur un camp de déplacés de la localité de Hass, dans le sud de la province d'Edleb.

* La présente liste vise à illustrer les sujets d'inquiétude relatifs aux droits de l'homme abordés dans le présent rapport. Il est toutefois de plus en plus difficile d'établir les faits en raison de l'évolution du conflit et de la perte des réseaux de sources fiables et crédibles dans de nombreuses zones. Aussi cette liste ne doit-elle pas être considérée comme complète. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme n'y a consigné que les faits qui lui avaient été signalés et qu'il a pu confirmer conformément à sa méthode.

- Le 17 août, sept civils (deux femmes et cinq enfants) ont été tués, apparemment par une frappe aérienne menée dans la localité de Deir el-Charqi, dans la campagne de Maarret el-Nouman, dans le sud de la campagne d'Edleb.
- Le 20 août, deux enfants ont été tués, apparemment par une frappe aérienne menée dans le village de Bnin, dans le sud de la campagne d'Edleb.
- Le 21 août, trois civils, dont une femme, ont été tués, apparemment par une frappe aérienne menée dans la localité de Deir el-Charqi, dans la campagne de Maarret el-Nouman, dans le sud de la province d'Edleb.
- Le 24 août, deux civils de sexe masculin ont été tués et neuf autres (quatre femmes et cinq enfants) ont été blessés, apparemment par un engin explosif improvisé qui a explosé dans le quartier Qoussour de la ville d'Edleb.
- Le 24 août, cinq civils, dont deux femmes et deux garçons, ont été tués, apparemment par une frappe aérienne menée dans la localité de Tell Méniss, dans le sud de la campagne d'Edleb.
- Le 25 août, une civile a été tuée, apparemment par une attaque terrestre menée dans la localité de Rassif, dans le nord de la province d'Edleb, qui est sous le contrôle du Gouvernement.
- Le 25 août, six civils (deux femmes et quatre garçons) ont été tués, apparemment par une frappe aérienne dans la localité de Tell Méniss, dans le sud de la campagne d'Edleb.
- Le 26 août, trois civils (un homme, une femme et une fille) ont été tués, apparemment par une frappe aérienne menée dans la localité de Bsaqla, dans le sud de la campagne d'Edleb.
- Le 26 août, trois civils (une femme et deux garçons) ont été tués, apparemment par une frappe aérienne menée dans la localité d'Abdita, dans le sud de la campagne d'Edleb.
- Le 27 août, quatre civils (un homme, deux femmes et un garçon) ont été tués, apparemment par une frappe aérienne menée dans la localité de Maar Chourin, dans le sud de la campagne d'Edleb.
- Le 28 août, deux civils (un homme et un garçon) ont été tués, apparemment par une frappe aérienne menée dans la localité de Maassaran, dans le sud de la campagne d'Edleb.
- Le 28 août, au moins 12 civils, dont 2 femmes et 7 garçons, ont été tués, apparemment par une frappe aérienne menée dans la ville de Maarret el-Nouman, dans le sud de la campagne d'Edleb.
- Le 29 août, trois civils, dont une femme et un garçon, ont été tués, apparemment par une frappe aérienne menée dans la localité de Teh, dans le sud de la province d'Edleb.
- Le 3 septembre, un médecin travaillant à l'hôpital Maarret Misrin, dans la localité du même nom (province d'Edleb) a été battu et blessé par balle à la jambe par des hommes armés appartenant au groupe Hay'at Tahrir el-Cham alors qu'il conduisait sa voiture dans la zone de Dana, dans le nord de la province. D'autres hommes de ce groupe auraient fait irruption dans l'hôpital de Bab al-Hawa, dans le quartier du même nom, et saisi le médecin, qui y recevait des soins, et agressé verbalement et physiquement les membres du personnel qui ont tenté de les en empêcher. Pour des raisons encore inconnues, ils ont détenu le médecin avant de le libérer quelques heures plus tard.

- Le 13 septembre, des frappes terrestres auraient été menées à proximité de l'établissement médical Kiwan, dans la ville de Kansafra, dans le sud de la province d'Idlib. L'établissement médical a été endommagé. Il a également été touché par les hostilités du 23 mai.
- Le 15 septembre, quatre civils, dont deux garçons, ont été tués et trois autres ont été blessés, apparemment par un engin non explosé qui aurait éclaté à proximité du camp de déplacés de Ram Baliyoun, situé à la périphérie du village du même nom, près de Jabal el-Zaouïya, dans le sud de la campagne d'Idlib.
- Le 15 septembre, une civile a été tuée, apparemment par une frappe terrestre menée dans la localité de Kansafra, dans le sud de la campagne d'Idlib.

Province de Hama

- Le 6 août, trois civils (une femme et deux garçons) ont été tués, apparemment par des frappes terrestres menées dans le village d'Aïn Sleïmou, dans l'ouest de la campagne de Hama.
- Le 17 août, trois enfants ont été tués et trois autres blessés, apparemment par un engin non explosé qui aurait éclaté sur une terre agricole à Masaadé, village contrôlé par le Gouvernement dans le sud-est de la province de Hama.
- Le 25 août, une civile a été tuée, apparemment par une frappe terrestre menée dans le village de Rassif, dans le nord de la campagne de Hama.

Province d'Alep

- Le 8 août, deux civils (un homme et un garçon) ont été tués et quatre civils blessés, apparemment par un engin explosif improvisé attaché à une moto, qui a explosé près du rond-point de Kawa, dans la ville d'Afrin, dans l'ouest de la campagne d'Alep.
- Le 10 août, un civil a été tué et six autres, dont deux garçons, ont été blessés, apparemment par un engin explosif improvisé attaché à une moto, qui a explosé dans un marché de la ville d'Izaz, dans la campagne d'Alep.
- Le 18 août, trois civils ont été blessés, apparemment par engin explosif improvisé posé en bord de route qui aurait explosé à proximité d'un véhicule civil qui circulait sur l'autoroute Qabbassin-Alep.
- Le 20 août, un garçon a été tué, apparemment par une frappe terrestre menée dans la localité de Kafr Hamra, dans l'ouest de la campagne d'Alep.
- Dans la ville d'Afrin, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a reçu des informations selon lesquelles des hommes armés auraient fait irruption dans la maison d'un couple âgé dans le quartier Achrafiyé, pillé la maison et frappé les deux membres du couple (âgés respectivement de 78 ans et de 74 ans) à mains nues et avec leurs armes. L'homme est décédé pendant l'agression et la femme a subi de graves blessures, qui ont causé sa mort le 6 septembre.
- Le 30 août, entre 23 heures et 23 h 30, l'hôpital El-Iman pour la maternité et l'enfance a subi d'importants dégâts, apparemment causés par une série de frappes aériennes menées dans les zones entourant l'hôpital, dans la localité d'Oroum el-Koubra, dans l'ouest de la campagne d'Alep. Ces frappes ont blessé six civils qui accompagnaient des patients.
- Le 30 août, entre 15 heures et 16 heures, un garçon a été tué, apparemment par une frappe aérienne menée dans la localité de Zerbé, dans le sud de la campagne d'Alep. Dans la même localité, une autre frappe aérienne a été menée à

proximité d'un centre médical et a causé d'importants dégâts aux infrastructures.

- Le 3 septembre vers 11 h 30, 1 civil a été tué et 11 autres ont été blessés, apparemment par un engin explosif artisanal attaché à une moto, qui aurait explosé dans un marché local très fréquenté connu sous le nom de « marché turc », dans la ville d'Izaz, dans le nord de la campagne d'Alep. Vers 13 h 45, un autre engin explosif improvisé attaché à une moto aurait explosé dans la même ville, à proximité de la mosquée el-Meïtam et d'un orphelinat, blessant cinq civils et endommageant le mur extérieur de l'orphelinat.
- Le 13 septembre, au moins 11 civils ont été blessés, apparemment par un véhicule piégé qui a explosé dans un marché très fréquenté de la ville d'Afrin, dans le nord-ouest de la province d'Alep. Deux tirs de mortier auraient ensuite touché un quartier résidentiel, à proximité de l'école secondaire Ourouba, dans la même ville.
- Le 15 septembre, une explosion s'est produite à proximité d'un quartier résidentiel de la localité de Raaï, dans le nord de la campagne d'Alep ; selon les informations obtenues, il s'agissait d'un véhicule piégé. L'explosion a tué 12 civils, dont 2 femmes, et en a blessé 15 autres. Elle a également détruit en partie des infrastructures de l'hôpital de Raaï et des immeubles résidentiels.

Provinces de Hassaké et de Deïr el-Zor

- Le 3 août, deux attentats ont été commis au moyen d'engins explosifs improvisés attachés à des motos, dans deux quartiers de la ville de Hassaké. Aucune victime civile n'a été signalée, mais les attaques ont causé d'importants dommages à des biens de caractère civil, respectivement dans le quartier Ghoueïran et dans le quartier Méchrerfê, près d'un marché très fréquenté.
- Le 3 août, un garçon a été tué et quatre autres civils ont été blessés, apparemment par un engin explosif artisanal attaché à une moto qui a explosé dans un marché de bétail du quartier Nachoua de la ville de Hassaké.
- Le 7 août, trois enfants ont été tués et au moins deux autres civils ont été blessés, apparemment par véhicule piégé qui aurait explosé dans la localité de Qahtaniyé, dans la province de Hassaké. L'organisation État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) a revendiqué l'attentat, ayant indiqué qu'elle avait pris pour cible un véhicule des Forces démocratiques syriennes dans cette zone.
- Le 11 août, un garçon a été tué et trois autres civils ont été blessés par des tirs croisés entre les Forces démocratiques syriennes et des hommes armés non identifiés dans la localité de Chaafé, dans l'est de la campagne de Deïr el-Zor. Le même jour, une fille a été tuée et deux autres civils ont été blessés par des tirs croisés entre les Forces démocratiques syriennes et des hommes armés non identifiés, dans la localité de Bousseïra, dans l'est de la campagne de Deïr el-Zor.
- Le 18 août, deux civils ont été blessés, apparemment par l'explosion d'un véhicule piégé à proximité d'une école secondaire du quartier Abaouïyé, à Qamichli, dans la province de Hassaké.
- En septembre, le HCDH a recensé au moins sept cas d'arrestation arbitraire et de disparition forcée qui ont visé des civils, dont des militants et des défenseurs des droits de l'homme, qui avaient été jugés critiques à l'égard des Forces démocratiques syriennes, dans des zones contrôlées par celles-ci. Par exemple, le 15 septembre, des membres de ce groupe ont saisi deux civils de sexe masculin à l'un de leurs postes de contrôle, dans le village de Jerzi, dans l'est

de la campagne de Deïr el-Zor. Les autorités locales ont refusé de donner des informations à leurs familles, qui ignorent encore le sort des deux hommes et l'endroit où ils se trouvent.

Province de Raqqa

- Le 6 août, deux attentats ont été commis au moyen d'engins explosifs improvisés dans la ville de Raqqa. L'un des deux engins a explosé à proximité de l'Hôpital national, sans faire de victimes, selon les informations reçues ; l'autre a explosé près du domicile d'un civil, le dirigeant (moukhtar) du quartier Jami'a al-Nour, qui est mort de l'explosion.
- Le 16 août, dans la province de Raqqa, les Forces démocratiques syriennes ont saisi un militant à son domicile, dans la ville de Tabqa, pour des raisons inconnues, selon les informations reçues. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a reçu des informations selon lesquelles les Forces démocratiques syriennes auraient fait irruption dans le domicile du militant vers 18 heures et l'aurait emmené dans un lieu non identifié. La famille du militant ignore son sort et l'endroit où il se trouve, bien qu'elle se soit adressée aux autorités locales pour obtenir davantage d'informations.
- Le 16 août, les Forces démocratiques syriennes ont saisi le chef d'une organisation non gouvernementale à son domicile, dans la ville de Karamé, pour des raisons inconnues. La famille du militant ignore son sort et l'endroit où il se trouve, bien qu'elle se soit adressée aux autorités locales pour obtenir davantage d'informations.
- Le 26 août, deux civils (un homme et un garçon) ont été tués et trois autres, dont une femme, ont été blessés, apparemment par un véhicule piégé qui a explosé au milieu de la rue Falastin, dans la ville de Tabqa.
- Le 13 septembre, les Forces démocratiques syriennes ont saisi un militant à son domicile, dans la ville de Tabqa, dans l'ouest de la province de Raqqa. Des membres de ce groupe ont fait irruption dans son domicile à l'aube, l'ont saisi et ont confisqué son ordinateur portable et son téléphone portable. Les Forces démocratiques syriennes ont refusé de donner des informations à sa famille, qui ignore son sort et l'endroit où il se trouve.

Province de Lattaquié

- Le 2 août, un civil a été tué, apparemment par des frappes terrestres menées dans le village de Bchélama, dans l'est de la campagne de Lattaquié.

Province de Deraa

- Le 12 août, 10 jeunes hommes, dont 3 qui avaient moins de 18 ans, ont été arrêtés et détenus par les services de sécurité des Forces aériennes du Gouvernement à Deraa. Les 10 individus, qui ont été arrêtés à différents moments à des postes de contrôle, étaient tous des habitants des agglomérations de Tafas et de Cheik Saad, dans l'ouest de la province de Deraa. Le 27 août, à la suite de l'intervention de la police militaire russe, ils ont tous été libérés et renvoyés chez eux, sans que les raisons de leur arrestation n'aient été expliquées à leur famille ni à leur entourage.
- Dans la province de Deraa, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a constaté une augmentation du nombre de cas présumés d'assassinats ciblés de civils qui se sont « réconciliés » avec le Gouvernement de la République arabe syrienne et ont été employés par des institutions publiques civiles, telles que des

conseils locaux. En août, il a enregistré 27 faits de ce type, qui ont fait 17 morts. Par exemple, le 24 août, le chef du conseil municipal de la localité de Mzeïrib a été tué par des hommes armés non identifiés lors d'une fusillade venant d'un véhicule dans cette localité.
